

Immigration : la France est l'un des pays européens les plus fermés

Monde

Par Thierry Pech

Directeur général de Terra Nova

Sami Nakib

Analyste junior à l'IRIS

Publié le 28 avril 2026

Il est devenu courant de dire que la France aurait "perdu le contrôle" de l'immigration. Mais qui disent les chiffres ? Observe-t-on une augmentation réelle des entrées en France ? La comparaison avec nos voisins qui ont élu des majorités qui leur promettaient précisément de "reprendre le contrôle" fait apparaître un curieux paradoxe : c'est précisément là - au Royaume-Uni, en Italie, au Danemark - que les flux d'entrées ont le plus augmenté.

La France est l'un des pays européens les plus fermés à l'immigration. Elle l'est notamment davantage que le Royaume-Uni où le Brexit – c'était sa promesse – devait se traduire par un net ralentissement de l'immigration. Elle l'est aussi davantage que l'Italie de Giorgia Meloni ou le Danemark de Mette Frederiksen, deux figures associées à un durcissement de la politique migratoire. Situation paradoxale : à Copenhague, à Londres ou à Rome, on jure avoir mis fin au « laxisme migratoire » alors que les flux restent considérables, voire augmentent ; à Paris, on hurle au contraire à la « submersion migratoire » et à la « perte de contrôle » alors que les flux restent beaucoup plus modestes et contrôlés. Analyse.

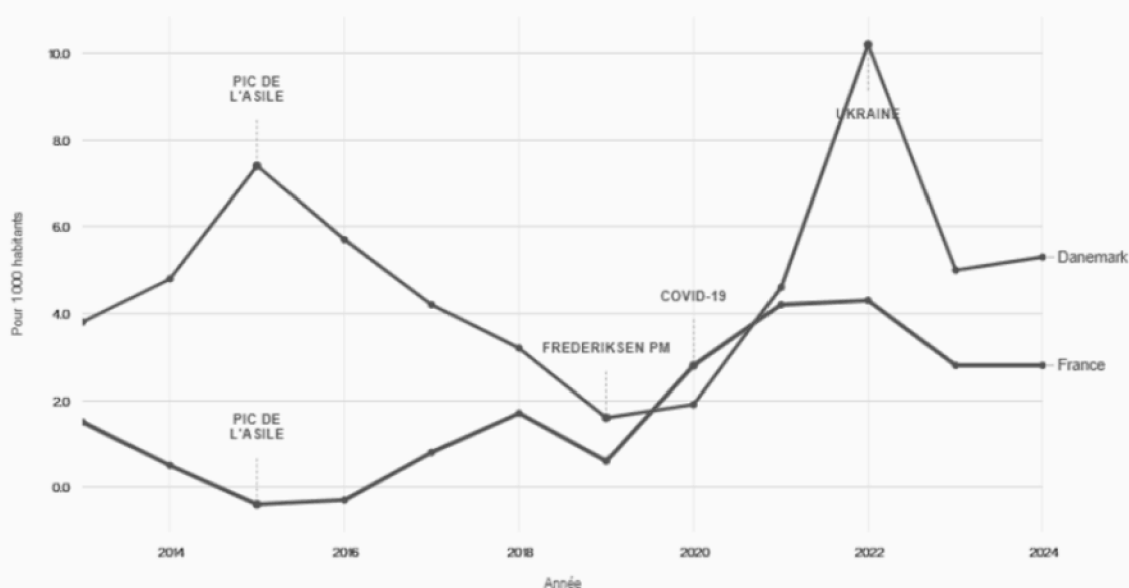
Le Danemark de Mette Frederiksen

Les sociaux-démocrates danois, emmenés par la Première ministre Mette Frederiksen, ont les faveurs de toute l'Europe conservatrice pour leur politique hostile à l'immigration. Y compris en France où les éditorialistes les exhibent régulièrement en modèle d'une gauche réaliste et responsable.

Si l'on considère les soldes migratoires nets rapportés à la taille de la population, le Danemark est pourtant resté, depuis 2013, presque toujours plus ouvert que la France, y compris depuis l'élection de Mette Frederiksen en 2019. Des deux pays, à dire vrai, c'est la France qui semble avoir le plus régulé ses flux.

En 2024, le solde migratoire danois est près de deux fois supérieur au français

Solde net pour 1 000 habitants, 2013–2024. Même indicateur Eurostat (CNMIGRATRT) pour les deux pays.



Sources : Eurostat, indicateur CNMIGRATRT (solde migratoire net harmonisé, pour 1000 habitants). Mêmes définitions et même base démographique pour les deux pays. Période 2013–2024.

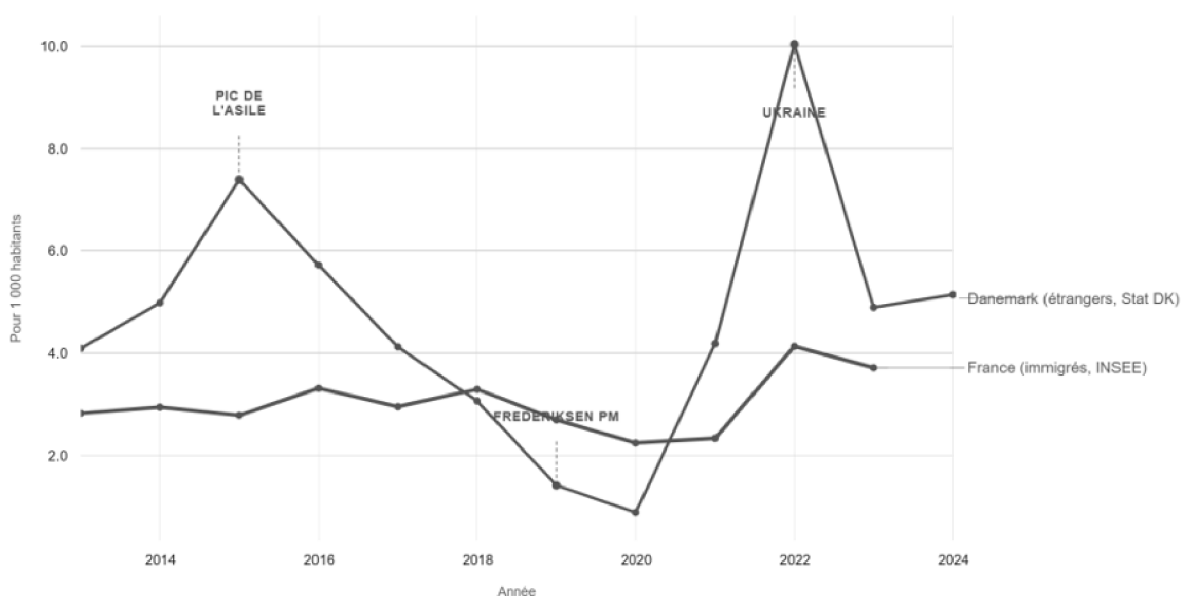
Il faut toutefois noter que le solde migratoire englobe le solde des immigrés (entrées et sorties de personnes nées étrangères à l'étranger) et le solde des natifs (expatriation et retours des natifs). Malheureusement, contrairement à ce que propose l'Insee en France, tous les pays ne rendent pas disponibles le solde migratoire des seuls immigrés. Pour obtenir une photographie plus précise des flux d'immigrés à proprement parler il faudrait donc pouvoir déduire du solde migratoire net les mouvements des natifs.

Dans le cas danois, on peut tout de même s'en faire une idée en comparant le solde migratoire des immigrés pour 1000 habitants en France avec le solde migratoire des étrangers pour 1000 habitants au Danemark. Ce n'est bien sûr pas tout à fait le même indicateur : l'indicateur danois est un minorant par rapport à l'indicateur français (les immigrés englobent les étrangers et les naturalisés). Mais même avec ce biais, le solde français reste inférieur au solde danois à l'exception des années 2016, 2019 et 2020 (année du confinement). Alors que la politique migratoire mise en place par Copenhague est censée

être beaucoup plus restrictive, les flux nets d'étrangers rapportés à la population demeurent sensiblement plus abondants.

Solde migratoire selon les instituts nationaux : le Danemark reste au-dessus de la France depuis 2015

Danemark : étrangers (Statistics DK). France : immigrés (INSEE Première n°2050). Pour 1 000 habitants, 2013-2024. Indicateurs non strictement équivalents.



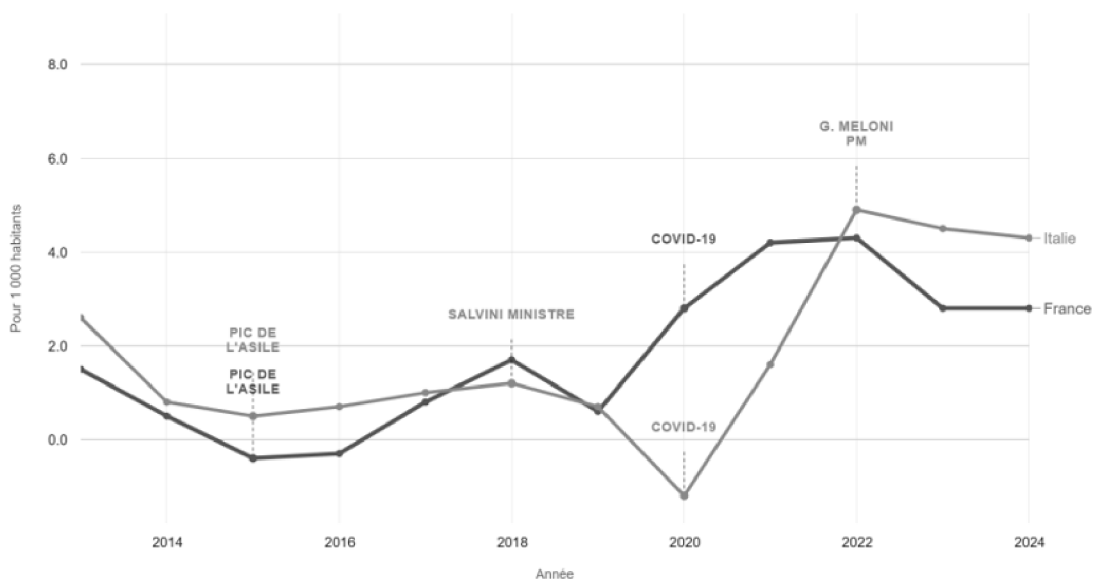
Sources : Statistics Denmark (solde migratoire des étrangers, citizenship-based) ; INSEE (solde migratoire des immigrés, France métropolitaine). 20 estimation (entrées réelles INSEE EAR 2024 : 375k en 2022, 347k en 2023 ; sorties estimées à 94 000/an, moyenne 2012-2021). Source : INSEE Pi 2025. Indicateurs non strictement équivalents : l'indicateur danois est un minorant par rapport au français.

L'Italie de Giorgia Meloni

Le même exercice de comparaison aboutit à des conclusions voisines quand on s'arrête sur le cas italien. Alors qu'une droite radicale y est au pouvoir sous la conduite de Giorgia Meloni depuis 2022, l'ouverture à l'immigration y est, à l'exception des années 2018 et 2020 (période Covid pour cette dernière année), toujours plus forte qu'en France.

Depuis 2021, l'Italie affiche un solde migratoire supérieur à celui de la France

Solde net pour 1 000 habitants, 2013-2024. Même indicateur Eurostat (CNMIGRATRT) pour les deux pays.

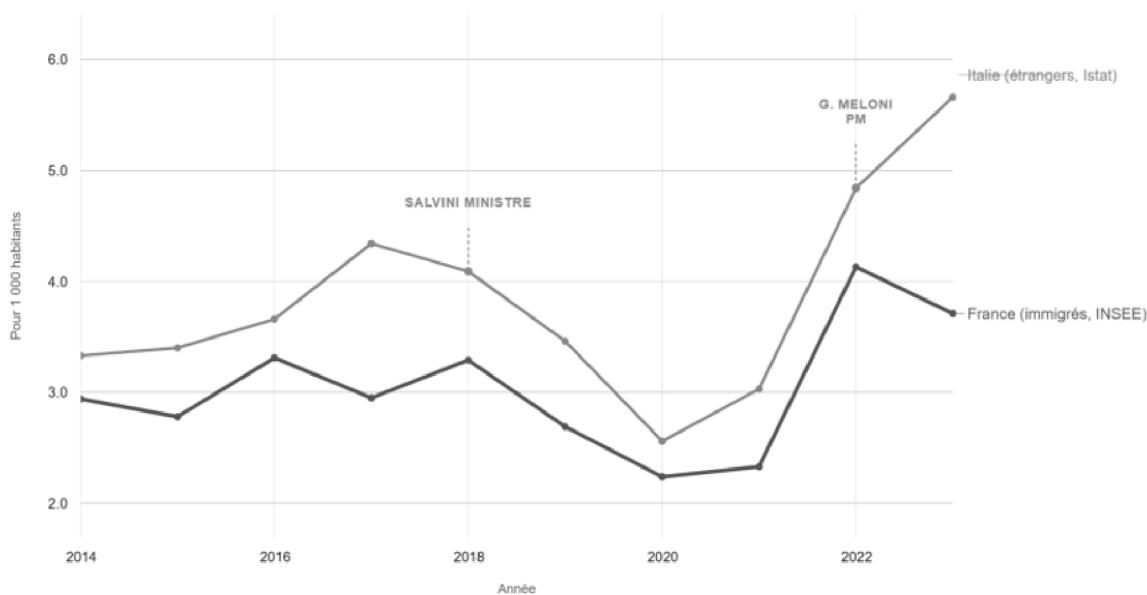


Sources : Eurostat, indicateur CNMIGRATRT (solde migratoire net harmonisé, pour 1 000 habitants). Mêmes définitions et même base démographique. Période 2013-2024.

Dans le cas italien, les flux d'émigration des nationaux peuvent toutefois fortement biaiser cette représentation. Comme au Danemark, on trouve dans les statistiques italiennes les flux d'entrées et de sorties des étrangers, ce qui permet de corriger le tableau d'ensemble^①. Si on rapproche cet indicateur du solde migratoire des immigrés pour la France, l'Italie ressort toujours plus ouverte que la France, et même de façon plus marquée à partir de la prise de pouvoir de Giorgia Meloni !

Mesurées par leurs propres instituts, l'Italie et la France suivent des trajectoires comparables mais distinctes

Italie : étrangers (Istat). France : immigrés (INSEE). Pour 1 000 habitants, 2014-2023. Indicateurs non strictement équivalents.



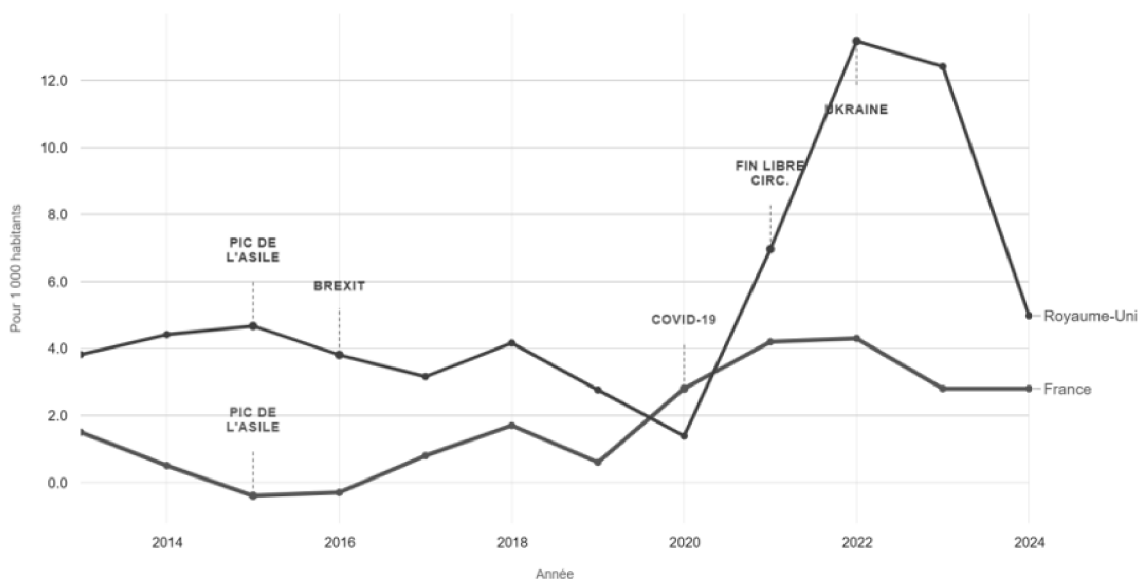
Sources : Istat (solde migratoire des étrangers, Italie) ; INSEE (solde migratoire des immigrés, France). 2022-2023 France = estimation (entrées réel sorties ~94 000/an). Source : INSEE Première n°2050, mai 2025. Même biais méthodologique que pour le Danemark : l'indicateur Istat est citizenship-based, l'indicateur INSEE est birthplace-based.

Le Royaume-Uni post-Brexit

Le tableau n'est pas très différent quand on compare la France au Royaume-Uni où pourtant le Brexit s'est joué en grande partie sur la question migratoire. L'observation confirme qu'en dépit de cette décision, les flux migratoires sont restés nettement plus soutenus outre-Manche qu'en France.

En 2022, le solde migratoire britannique a atteint un pic cinq fois supérieur au français

Solde net pour 1 000 habitants, 2013-2024. France : Eurostat. Royaume-Uni : ONS (séries non strictement comparables).

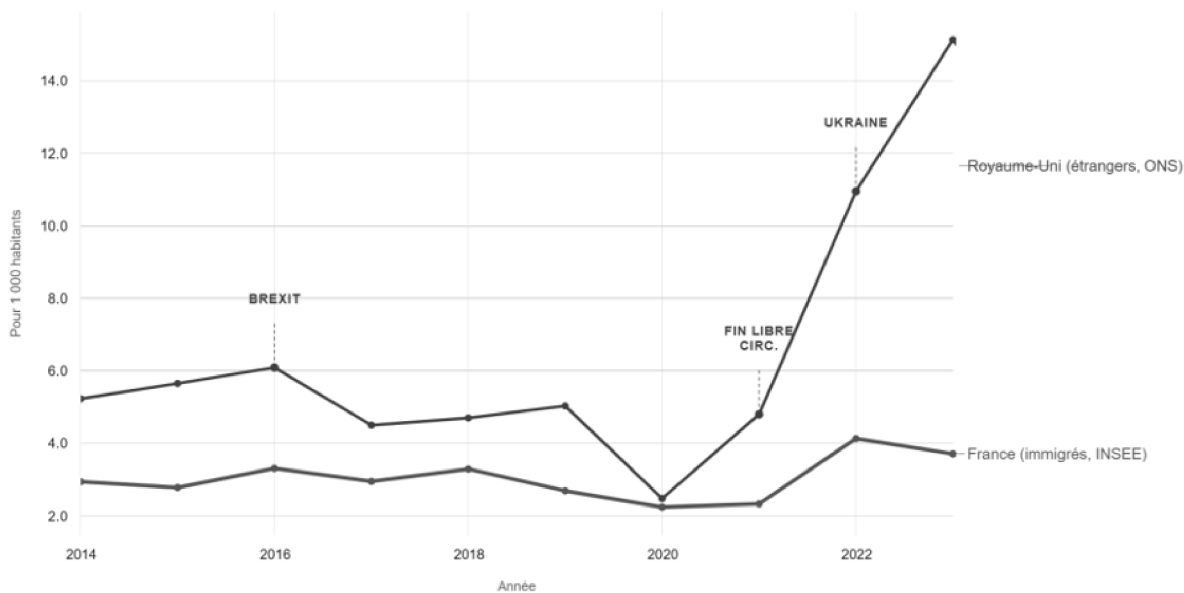


Sources : Eurostat, CNMIGRATRT (France, 2013-2024, données harmonisées) ; Office for National Statistics, Long-Term International Migration (Ro 2013-2024). Les deux séries mesurent le solde de longue durée mais avec des méthodes non strictement identiques : la comparaison reste indicativ

Comme au Danemark et en Italie, on trouve dans les statistiques britanniques les flux d'entrées et de sorties des étrangers². Si on rapproche cet indicateur du solde migratoire des immigrants pour la France, on arrive à la même conclusion : le Royaume-Uni est légèrement plus ouvert que la France en longue période. En revanche, à partir de 2020, le solde migratoire des étrangers explose littéralement outre-Manche.

Le solde migratoire britannique a été multiplié par cinq entre 2019 et 2022, celui de la France est resté stable

R.-U. : étrangers (ONS). France : immigrés (INSEE). Pour 1 000 habitants, 2014-2023. Indicateurs non strictement comparables.

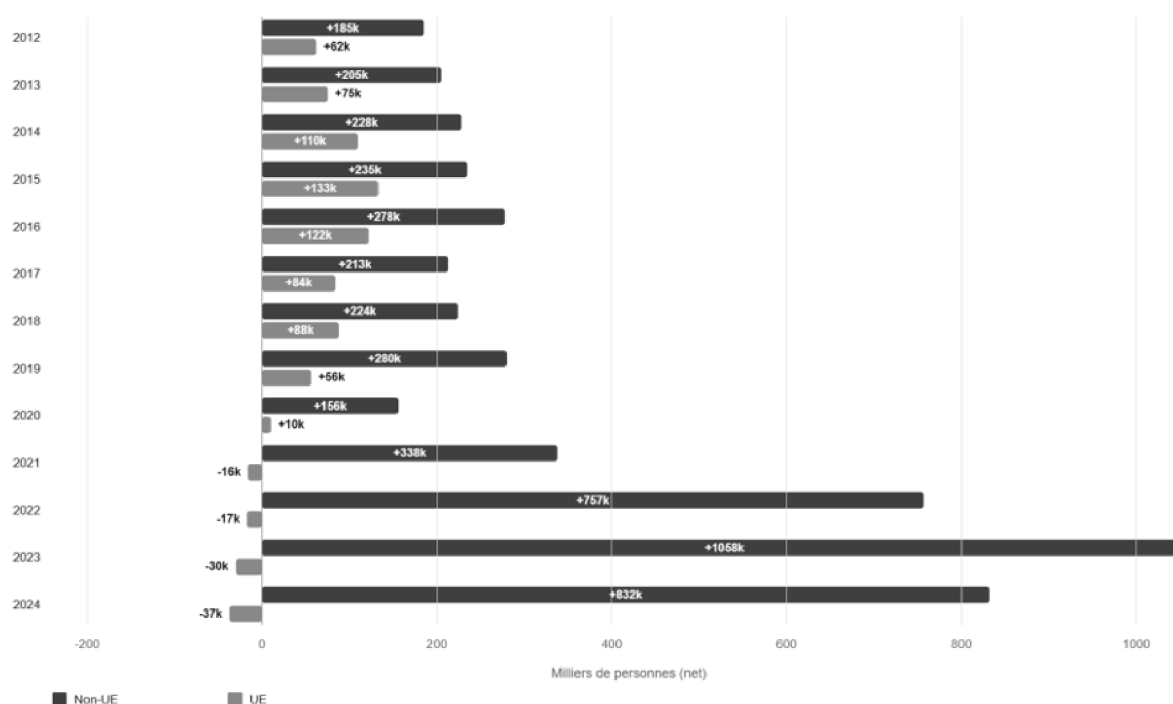


Sources : ONS Long-Term International Migration (LTIM), Royaume-Uni ; INSEE (immigrés, France métropolitaine). Les deux indicateurs ne sont pas comparables (citizenship-based vs birthplace-based).

Ce changement radical à partir de 2020 correspond à la mise en œuvre du Brexit : les ressortissants de l'UE viennent moins, voire s'en vont, et il faut les remplacer... Le Brexit, qui avait été adopté en partie pour limiter l'immigration, entraîne son augmentation dans des proportions rarement atteintes depuis l'après-guerre.

Depuis le Brexit, le solde UE est devenu négatif au Royaume-Uni tandis que les arrivées non-UE ont triplé

Arrivées nettes en milliers, par nationalité UE et non-UE. ONS (LTIM). Données provisoires pour 2024-2025.



Source : ONS Long-Term International Migration (LTIM). Données provisoires pour 2024-2025. Le solde UE devient négatif à partir de 2021 : les ressortissants européens repartent plus qu'ils n'arrivent. Le Brexit visait à réduire l'immigration ; il en a seulement changé la composition, en remplaçant une immigrée européenne par une immigration non-européenne bien plus volumineuse.

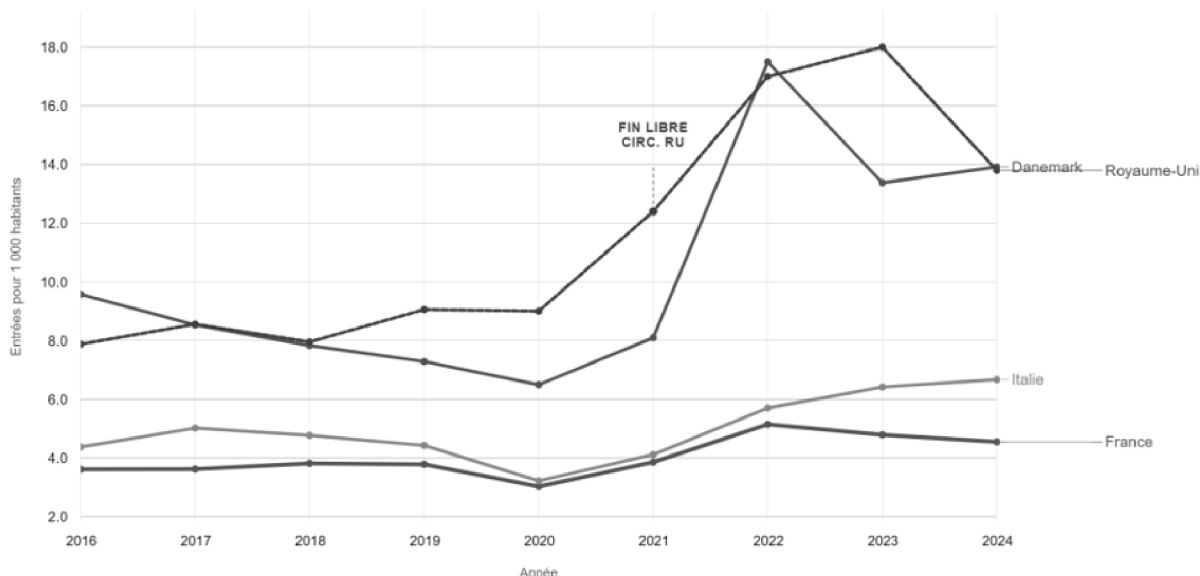
Les entrées d'étrangers

Naturellement, le solde migratoire des immigrés en France présente une difficulté : comme nous l'avons vu, il s'arrête en 2021 (dernière année connue) et nous oblige à formuler des hypothèses nécessairement fragiles pour les années les plus récentes. En outre, le solde migratoire des étrangers pour les autres pays considérés (Danemark, Italie et Royaume-Uni) présente également une fragilité : c'est qu'il est souvent plus difficile de mesurer les sorties que les entrées. C'est pourquoi, afin de mesurer la robustesse des observations formulées ci-dessus, on peut tenter un dernier exercice de comparaison à partir des seules entrées d'étrangers pour 1000 habitants. Après tout, puisque nous cherchons à nous faire une idée du degré d'ouverture relatif de chacun de ces quatre pays, cet indicateur est sans doute le plus pertinent.

La conclusion est, sans surprise, parfaitement convergente avec toutes les observations précédentes : la France est restée, de 2016 à 2024, le pays le plus fermé des quatre, comme le montre le graphique ci-après. Les écarts se sont particulièrement accrus à partir de 2021-2022.

Entrées de ressortissants étrangers : le Danemark en accueille trois fois plus que la France, rapporté à sa population

Entrées pour 1 000 habitants, 2016-2024. Eurostat (migr_imm1ctz), ONS (LTIM, UK en pointillés, rupture en 2020).



Sources : Eurostat migr_imm1ctz (FR, DK, IT, UK 2016-2019) ; ONS Long-Term International Migration (UK 2020-2024, estimation cohérente). Rupture en 2020 : données Eurostat indisponibles après Brexit, données ONS utilisées. Lecture : le Royaume-Uni, en pointillés, connaît une explosion post-E autres pays n'ont pas.

Conclusions

Le résultat de ces comparaisons est saisissant : rapporté à la population de chaque pays, le solde migratoire net français en 2024 est 2 fois inférieur à celui de l'Italie, 2.4 fois inférieur à celui du Danemark et 4.3 fois inférieur à celui du Royaume-Uni. Ces écarts ne sont pas démentis – ils sont au contraire parfois plus forts – lorsqu'on compare le solde migratoire des immigrés en France avec le solde migratoires étrangers dans ces trois pays. Et ils vont dans le même sens lorsqu'on considère uniquement le nombre d'entrées d'étrangers pour 1000 habitants : en 2024, l'Italie est, de ce point de vue, 1.5 fois plus ouverte que la France, le Royaume-Uni 2.5 fois et le Danemark 3

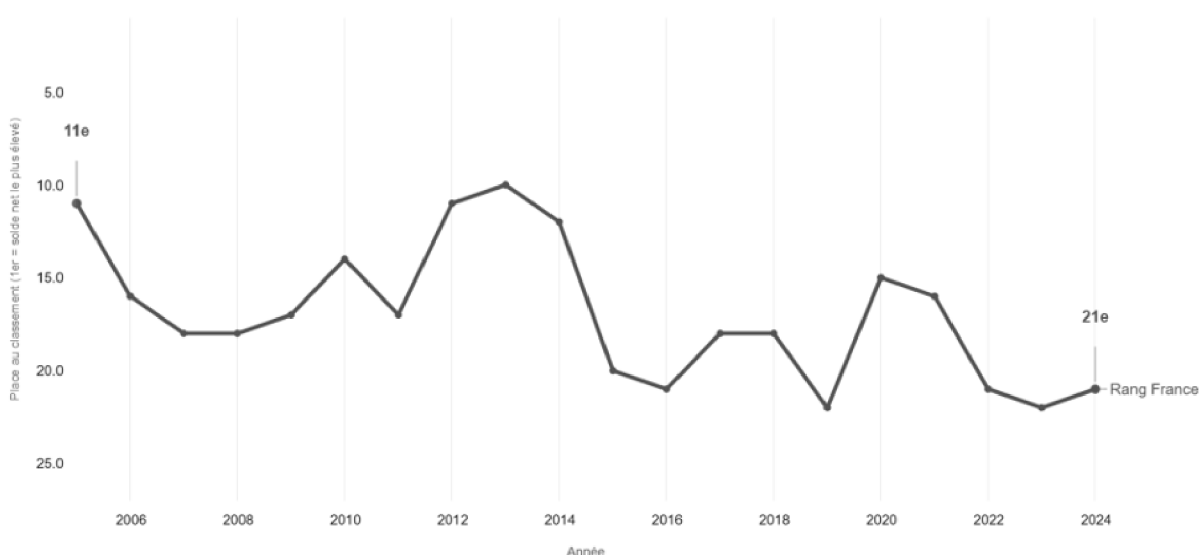
fois. Si la France avait le même degré d'ouverture que le Danemark en 2024, ce ne sont pas 312 000 entrées d'étrangers que nous aurions comptabilisées, mais près d'un million ! Et près de 800 000 si nous avons le même degré d'ouverture que le Royaume-Uni.

Depuis une quinzaine d'années, la France présente au final plusieurs caractéristiques :

- Son degré relatif d'ouverture a fortement régressé : en une vingtaine d'années, elle a reculé de plus de 10 places dans l'ordre des pays européens les plus ouverts :

Classement au sein de l'UE : la France est passée du 11^e au 21^e rang (2005-2024)

Place de la France parmi les 27 selon le solde migratoire net par habitant, 2005-2024. 1^{er} = solde le plus élevé. Eurostat.

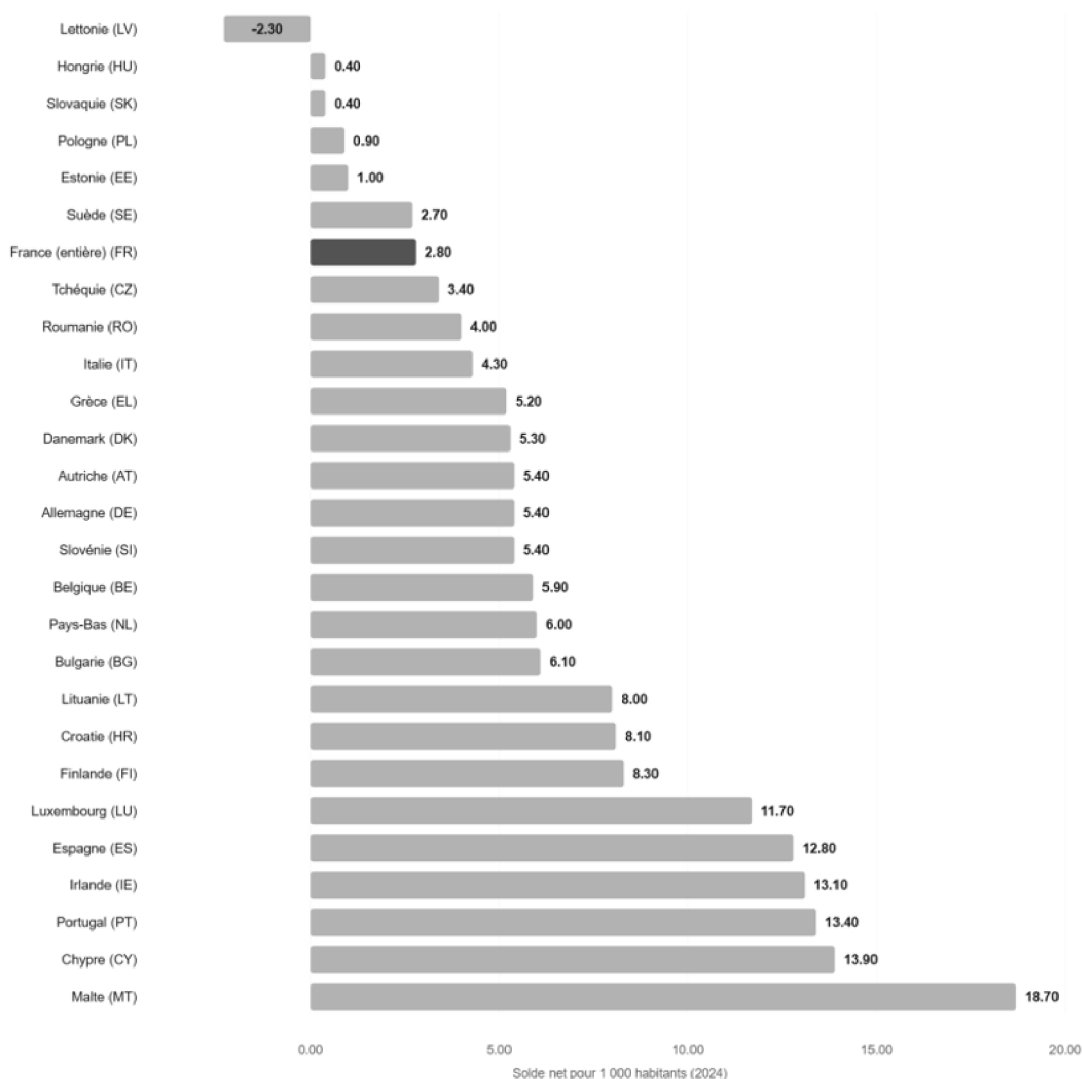


Sources : Eurostat, même indicateur de solde net (pour mille habitants). Le rang 1 désigne le pays de l'UE-27 avec le solde le plus élevé pour l'année. Calculs à partir des séries téléchargées le 19 avril 2026.

- Rapporté au solde migratoire pour 1000 habitants, la France est aujourd'hui l'un des pays les plus fermés d'Europe. Cela ne signifie pas qu'elle accueille moins en valeur absolue (ses entrées brutes se tiennent entre 4 et 5 pour 1000 sur la période), mais elle est manifestement plus fermée à la pression migratoire que ses voisins :

Solde migratoire en 2024 : la France se classe 21e sur 27 dans l'Union européenne

Solde migratoire net pour 1 000 habitants, 27 États membres, 2024. Eurostat (CNMIGRATRT).

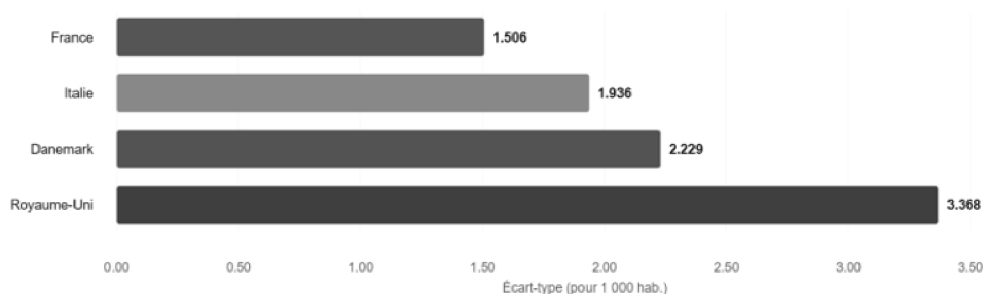


Sources : Eurostat, comptes démographiques harmonisés (solde migratoire net pour mille habitants), millésime 2024 pour chaque pays de l'UE à 27 transmis une valeur. Données extraites le 19 avril 2026. Plus d'informations : ec.europa.eu/eurostat.

- Du Danemark, du Royaume-Uni et de l'Italie, la France est aussi le pays qui a la courbe la plus plate de tous ses voisins qui connaissent, eux, de fortes variations de conjoncture. En particulier, la France est peu atteinte par la crise de l'asile en 2015 et par l'afflux de migrants ukrainiens à partir de 2022.

La France est le pays où le solde migratoire varie le moins d'une année à l'autre

Écart-type des variations annuelles du solde net pour 1 000 habitants, 2010-2024. Eurostat, ONS.



Sources : Eurostat pour la France, le Danemark et l'Italie ; Office for National Statistics (ONS) pour le Royaume-Uni (série du solde de longue durée, strictement identique). La hauteur de chaque barre correspond à l'écart-type des taux annuels sur la fenêtre indiquée : elle décrit les à-coups, pas le moyen d'immigration. Agrégation le 19 avril 2026.

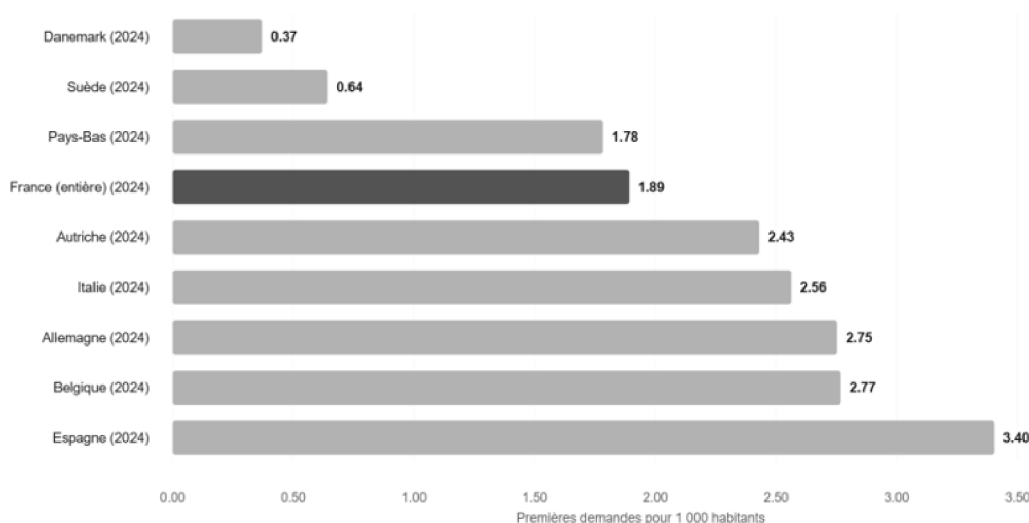
Mais, à dire vrai, la surprise vient surtout de ces trois pays (Danemark, Italie, Royaume-Uni) qui ont tous connu un choc populiste où la question migratoire a joué un rôle majeur et qui ont tous, sans exception, maintenu une large ouverture à l'immigration.

Comment interpréter ces résultats ? Une première explication tient au fait que, même si les flux d'entrées d'immigrés vont croissant depuis une dizaine d'années, les innombrables réformes de la politique migratoire en France depuis 40 ans finissent par atteindre leur but : elles contiennent, plus qu'ailleurs, l'accès au territoire.

Une deuxième explication tient au fait que, quoi que leurs leaders aient fait croire, nos voisins n'ont pas fermé leurs frontières – loin s'en faut – mais certains ont parfois considérablement durci les conditions d'octroi de l'asile ainsi que les conditions d'accueil des demandeurs d'asile. C'est en particulier le cas au Danemark.

Premières demandes d'asile en 2024 : la France reçoit moins de demandes que l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie

Premières demandes pour 1 000 habitants, 2024. Eurostat (migr_asyappctza).

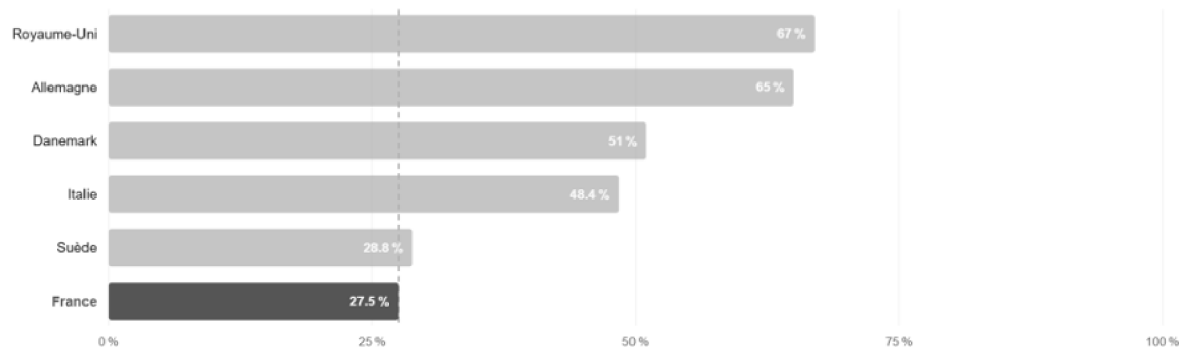


Sources : Eurostat, statistiques sur les demandeurs d'asile (première demande déposée dans l'année), rapportées à la population au 1er janvier (dé pays peuvent réviser leurs chiffres ; dernière année présente dans notre fichier : voir l'étiquette de chaque barre. Données téléchargées et traitées le 2026.

Toutefois, comme le montre le graphique ci-dessus, ce ne sont pas les demandes d'asile qui font la différence : là encore, la France reste dans le bas de la fourchette. Et si elle accueille favorablement, en 2022, environ un tiers de ces demandes contre 1 sur 5 en Italie et 1 sur 4 au Danemark, c'est encore une proportion nettement inférieure à ce que l'on observe au Royaume-Uni (2 sur 3) ou en Allemagne (1 sur 2).

Taux de reconnaissance de l'asile en 2022 : des écarts importants d'un pays à l'autre

Part des décisions favorables en première instance sur l'ensemble des décisions rendues, 2022. Eurostat (migr_asydcfsta), Home Office (UK).



Source : Eurostat, table migr_asydcfsta (décisions en première instance), 2022, age=TOTAL, sex=T, citizen=TOTAL. Pour le Royaume-Uni : Home C Statistics year ending December 2022 (initial decisions). Lecture : le taux reflète à la fois la politique d'octroi et la composition des demandeurs (natix à fort ou faible taux de reconnaissance varient selon les pays) ; il ne doit pas être lu comme un indice de sévérité isolé.

Si les frontières de l'Italie, du Danemark et du Royaume-Uni sont restées plus ouvertes que les frontières françaises, c'est en réalité d'abord pour répondre aux besoins de l'économie : besoin de renouvellement de la main d'œuvre étrangère après le Brexit au Royaume-Uni, besoin d'immigration de travail en Italie pour faire face au déclin démographique. En 2022, le Danemark accueillait ainsi plus de 5 premiers titres de séjour pour 1000 habitants au titre du travail et le Royaume-Uni plus de 4,1 contre seulement 1,6 en France...

Une troisième explication réside enfin dans la perte d'attractivité relative de notre pays sur la carte des migrations et dans le fait que l'ouverture de nos voisins nous a soulagé d'une partie de la pression migratoire dans les moments de crise (crise de l'asile en 2015-2016, guerre en Ukraine à partir de 2022...).

Notes

- ① https://www.istat.it/it/files/2024/05/Migrazioni-interne-e-internazionali-della-popolazione-residente.pdf?utm_source=chatgpt.com
- ② <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/bulletins/longterminternationalmigrationprovisional/yearendingjune2025>